

COMMUNIQUÉ SYNDICAL

A LA GUILLOTINE DES PLANS TRIENNAUX

Bobigny, vendredi 07/11/2014

Dans le cadre de la démarche stratégique, les directions locales ont élaboré, depuis plusieurs mois, le diagnostic de leur réseau.

La logique générale non cachée par la DG est : comment réorganiser le réseau (traduisez : fermer des services), « *trouver l'organisation optimale* » pour faire face aux suppressions d'emplois passées, présentes et à venir !

Vendredi 7 novembre 2014, la direction locale a donc convoqué un GT pour présenter aux OS SOLIDAIRES-CGT-FO-CFDT , le « plan triennal » du département, base des futures restructurations de services devant nous toucher dans les 3 ou 4 prochaines années.

Pour ce faire, la direction locale, en accord avec l'Inter-région, a dégagé 4 axes prioritaires d'interventions :

1) **Le recouvrement** : Partant du constat que le département est l'un des plus pauvres de France, mais refusant d'emblée de considérer que la pauvreté puisse encore signifier mauvaise rentrée des produits fiscaux et non fiscaux, la direction tient à réfléchir sur les possibilités d'amélioration du recouvrement.

2) **L'accueil** : « *Son importance quantitative et sa difficulté qualitative doit amener à réflexion* » dicit le Directeur.

3) **Le contrôle fiscal** : la nécessité de tenir compte du tissu fiscal particulier du département impose de revoir son organisation.

4) **Le secteur public local** : avec comme point de mire la dématérialisation de la gestion des collectivités territoriales et la mise en place dès le 01/01/2016 du futur « Grand Paris ».

UNE LISTE NON EXHAUSTIVE DE REGROUPEMENTS EN TOUS GENRES

Après validation par la DG, la direction a donc présenté les premières pistes concrètes de travail qui vont être étudiées (c'est à dire avalidées !) au sein de 9 groupes de travail (où seront représentés la direction, les chefs de service et des agents) qui se tiendront au cours du 1er trimestre 2015. Voici les principales mesures d'ores et déjà avancées :

- **Fusion des SIE présents sur une même résidence** : Montreuil, Saint Denis, Villepinte

- **Spécialisation d'une des brigades de vérification** sur la fraude fiscale, en lien avec la gendarmerie ou les douanes, par exemple.
- Réflexion autour du CSP : soit par la **Création d'un service dédié CSP particulier à Bobigny** visant à « délester » les cellules CSP des SIP, soit encore une fois par la **délocalisation de la mission vers d'autres départements** (comme pour l'expérimentation des Centres de Contact...).
- **Regroupement des 4 pôles Enregistrement** en un seul service unique à Bobigny.
- **Remplacement des CDIF par 2 services spécialisés**, l'un s'occupant du secteur foncier du département, l'autre reprenant la gestion cadastrale et l'évaluation des locaux professionnels.
- **Spécialisation des Trésoreries Mixtes** pour rattachement de la partie recouvrement aux SIP afférents, et spécialisation des parties SPL restantes.
- **Regroupement des trésoreries SPL jugées trop petites.**
- **Réflexion sur la notion de « territoire »** dans le cadre du « Grand Paris » et ses conséquences sur le réseau DDFIP.

LA DEMOLITION EST EN ROUTE

Le démantèlement de la DGFIP est en route. Il s'organise en faisant fi des attentes des usagers et des revendications des personnels.

Devant les suppressions d'emplois qui ne s'arrêteront pas (!) dicit M Gloux, le directeur s'oriente vers la concentration au maximum des services.

Mais cette façon de faire est bien connue des agents : on regroupe les services pour après pouvoir supprimer des postes.

Cette logique destructrice qui se met en place, ne peut conduire qu'à la mort de la DGFIP, grande administration de réseau que l'on connaît.

Si on ajoute à cela :

- les discussions en cours à la Fonction Publique dans le cadre de la négociation PPCR (Parcours professionnel, carrières, rémunérations) qui préfigure une refonte totale des statuts particuliers afin de permettre une plus grande mobilité des agents,
- et la note du Premier Ministre sur la mise en place des Maisons d'État,

une grande mobilisation est selon nous plus qu'urgente et nécessaire. Solidaires Finances Publiques 93 prendra attache dans les jours qui viennent ,des autres OS représentatives. Nous revendiquons dès à présent :

- Arrêt immédiat des suppressions d'emplois
- Comblement de toutes des vacances de postes par des personnels statutaires
- Arrêt des restructurations de services
- Retrait du projet des centres de contact.
- Retrait du pacte de responsabilité

Nota Bene : *Un CHS s'est tenu dans l'Eure-et-Loir concernant la création du futur Centre de Contact de Chartres. Outre la problématique immobilière et les conditions de travail dégradées du fait du stress et du bruit, les membres du CHS s'inquiètent de ce que 14 des 30 agents environ de ce CDC arriveront au 1^{er} mars 2015 en première affectation. Le service sera ainsi soumis à un décalage conséquent entre compétences des nouveaux arrivants et technicité requise pour répondre aux missions fixées.*

Heureusement que le CDC est là pour résoudre les problèmes d'accueil téléphonique, courriel et contentieux des SIP du 93 !! L'efficacité est en marche !